

NOTE TRIMESTRIELLE de CONJONCTURE

RESUME :

La croissance mondiale est restée soutenue, s'accommodant à la volatilité du cours du pétrole brut sur les marchés mondiaux. Ainsi la forte hausse des prix du brut et le resserrement des politiques monétaires, bien plus avancé aux USA qu'en Europe, n'ont pas trop écorné la croissance mondiale qui s'est élevée à 4,1% en 2005, contre 4,7% en 2004.

L'Ouguiya a continué à se maintenir par rapport au Dollar et à s'apprécier vis à vis de l'Euro, ce qui a contribué à apaiser les possibles tensions inflationnistes. Toutefois le niveau d'inflation demeure élevé et laisse à prévoir de nouvelles tensions sur les prix suite aux augmentations de salaires dans la Fonction publique et au coût toujours plus élevé de la facture énergétique du fait de la hausse continue des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

La tendance à la hausse de la consommation d'énergie laisserait entrevoir une activité économique saine sur 2005. La progression des exportations du minerai de fer, l'amélioration de son cours sur le marché mondial et la reprise des exportations de poissons n'ont pas été suffisantes pour résorber le déficit continu de la balance commerciale.

Avec le démarrage de la production pétrolière, si l'évolution à la hausse des cours du brut est de bons auspices pour les finances publiques nationales et donc une opportunité pour le redémarrage de grands projets d'intérêts nationaux, ses répercussions sur la facture énergétique et l'inflation pourraient être difficilement supportables.

Contact : woneab@ons.mr

Tél. : +222 / 525 30 70

Fax : +222 / 525 51 70

BP 240 Nouakchott

Site Internet : www.ons.mr

Mars 2006/Numéro 5

Table des matières

1. La croissance mondiale s'accommode à la hausse des prix du pétrole	3
1.1. La croissance reste contrastée	3
1.2. Une détente sur les cours du brut	3
2. Après l'apaisement du 3^e trimestre, une nouvelle impulsion inflationniste !	4
2.1. L'Ouguiya maintient sa stabilité	4
2.2. Les prix alimentaires semblent amorcer une hausse	4
2.4. Une inflation annuelle qui reste élevée	4
3. Une activité économique pas trop affectée.....	5
3.1. La hausse de la production nette d'électricité continue	5
3.2. La consommation d'électricité également en progression	5
3.3. Une production du minerai de fer élevée	5
3.4. Une croissance soutenue	5
4. La détérioration de la balance commerciale ne s'est pas atténuée	6
4.1. Malgré la progression des exportations en valeur du fer	6
4.2. Et la reprise des exportations de poisson.....	6
4.3. Le déficit commercial persiste	6
5. Perspectives économiques.....	7
5.1. Au niveau international	7
5.2. Au niveau national	7
5.2.1 Une économie maintenant pétrolière.....	7
5.2.2. Augmentation des salaires et des prix	8
5.2.3 Finances publiques	8

ABREVIATIONS et CONVENTIONS

ABREVIATIONS :

OCDE	O rganisation de C oopération et de D éveloppement E conomique
OPEP	O rganisation des P ays E xportateurs de P étrole
IHPC	I ndice H armonisé des P rix à la C onsommation
SNIM	S ociété N ationale I ndustrielle et M inière

UNITES DE MESURE :

Baril	Vaut 158,987 litres
UM	Ouguiya (Unité Monétaire nationale)
\$ E.U.	Dollar des États-Unis
F CFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
Livre	Vaut 453,592 grammes
%	Pour cent
KWh	kilowattheure

SIGNES CONVENTIONNELS :

,	Sépare les unités des fractions décimales
Janv-95	J anvier 1995 (Idem pour les autres mois)
T1-95	P remier trimestre 1995 (Idem pour les autres trimestres)

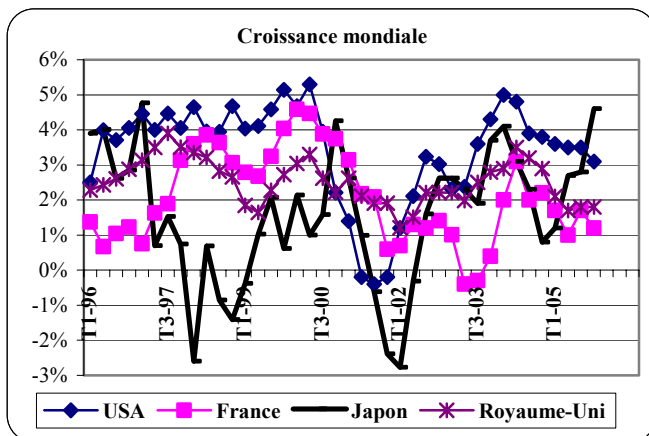
1. La croissance mondiale s'accommode à la hausse des prix du pétrole

1.1. La croissance reste contrastée

La croissance mondiale est restée soutenue (+4,1% en 2005 contre 4,7% en 2004) en dépit de la forte hausse des prix du pétrole brut (+42,3%) et du resserrement des politiques monétaires, beaucoup plus marqué aux USA qu'en Europe.

Durant l'année 2005, la croissance aux USA est restée forte (3,5%) malgré une légère baisse sur le 4^e trimestre. Cette inflexion temporaire aurait résulté d'aléas sur les consommations publique et privée et sur l'investissement en matériel de transport. Enfin, l'inflation est demeurée très élevée aux USA sur 2005, avec un taux moyen en glissement annuel à 3,8%.

Au Japon, l'économie continue à se redresser atteignant un niveau record de 4,6% sur le 4^e trimestre 2005 ; c'est le taux le plus élevé de ces 5 dernières années. Avec son niveau d'inflation très faible, le Japon reste un remarquable exemple de résistance aux flambées des prix du pétrole brut.



Quant à la zone Euro, certes sa croissance est restée bien inférieure à celle des USA, mais l'activité s'est clairement réaffirmée sur le 2^e semestre 2005. La France a enregistré un taux de croissance de 1,2% sur le 4^e trimestre contre 1,7% trois mois plus tôt. L'inflation est restée contenue (+1,7% en moyenne sur l'année). Au Royaume Uni, la croissance s'est maintenue à son niveau moyen du 3^e trimestre (2,0%), alors que l'inflation est restée autour de 2,4%.

Ses résultats de 2005 témoignent d'une remarquable résistance de la croissance mondiale aux vents contraires : ouragans frappant les USA, remontée

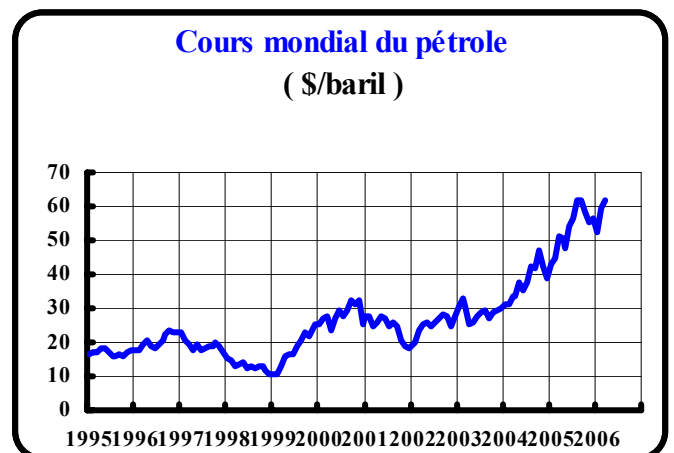
des taux d'intérêts à court terme, poussées de fièvre du marché pétrolier. La moindre dépendance des économies développées vis-à-vis de l'énergie, la meilleure capacité des autorités à maîtriser les dérapages inflationnistes, la stabilité des taux d'intérêt à long terme à des niveaux bas sont quelques facteurs explicatifs de l'insensibilité apparente de la croissance mondiale à ce qui pourrait être qualifié de 3^e choc pétrolier indolore.

1.2. Une détente sur les cours du brut

Après les records historiques enregistrés au mois d'août 2005 (64,1 \$ E.U./baril) les prix du brut ont enregistré une légère détente durant le 4^e trimestre avec un prix moyen de 57 \$ E.U. le baril. Ainsi le cours du brut qui n'a cessé d'osciller semblerait avoir trouvé un nouveau prix d'équilibre, mais jusqu'à quand ! L'utilisation des réserves stratégiques de pétrole et de produits raffinés par les USA et l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et la confirmation de la décélération de la demande mondiale de pétrole sont autant de facteurs explicatifs de ce mouvement de détente.

L'augmentation des prix du pétrole aura été de 42,3% en 2005, contre 32,8% en 2004, contribuant à une accélération de l'inflation, surtout perceptible aux Etats-Unis, en raison des tensions dans le secteur du raffinage.

Au niveau local cette flambée des prix du brut s'est répercutée inévitablement sur les prix à la pompe, entraînant une augmentation de 16,4% du prix des carburants (tous produits confondus) sur 2005.

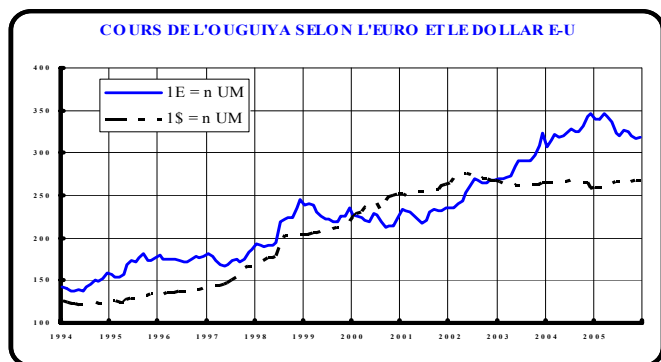


2. Après l'apaisement du 3^e trimestre, une nouvelle impulsion inflationniste !

2.1. L'Ouguiya maintient sa stabilité

Durant l'année 2005, le taux de change de l'Ouguiya n'a cessé de s'apprécier par rapport à l'Euro, et à maintenir sa stabilité par rapport au dollar américain.

En décembre 2005, le taux de change de l'Euro par rapport à l'Ouguiya a enregistré un repli de 8% en glissement annuel, l'euro valait 319 UM contre 347 UM un an plus tôt. A noter qu'un an auparavant, la tendance était à l'inverse pour la monnaie nationale puisqu'elle s'était dépréciée de 14%. En revanche, le dollar américain s'est apprécié de 3,8% sur un an pour se fixer en moyenne à 269 UM en décembre 2005, confirmant le maintien de la relative stabilité de la monnaie nationale depuis son ré étalonnage sur le dollar en juin 2005.



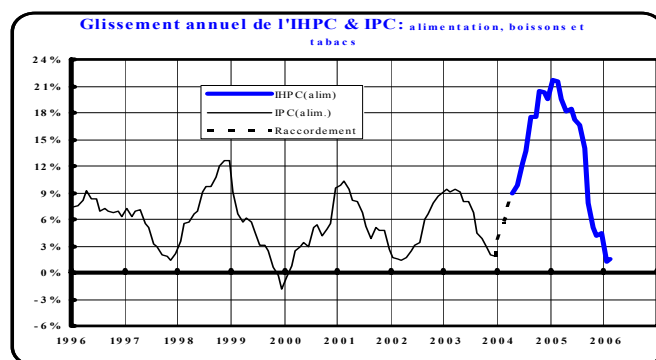
Toutefois cette appréciation continue de l'ouguiya par rapport à l'Euro sur le 2^e semestre 2005 n'a pas encore eu une incidence évidente sur la balance commerciale. En effet, nos principaux fournisseurs restent les pays de l'Union Européenne, et cette influence ne s'est manifestée que de manière contrastée, notamment aucune baisse significative n'a réellement été observée sur les prix des biens de consommation qui sont majoritairement importés. A noter tout de même que l'inflation (+1,3%) observée sur le 4^e trimestre 2005 a été consécutive à plusieurs facteurs, dont l'augmentation continue du prix des hydrocarbures.

2.2. Les des prix alimentaires semblent amorcer une hausse

Après les tensions inflationnistes enregistrées en 2004 (+16,2% en glissement annuel), une certaine détente du rythme mensuel de croissance des prix avait été observée sur les 9 premiers mois de 2005. En effet, d'un taux moyen mensuel de croissance de l'indice des prix à la consommation de 1,3% en 2004, on était passé à un taux moyen de 0,5% sur

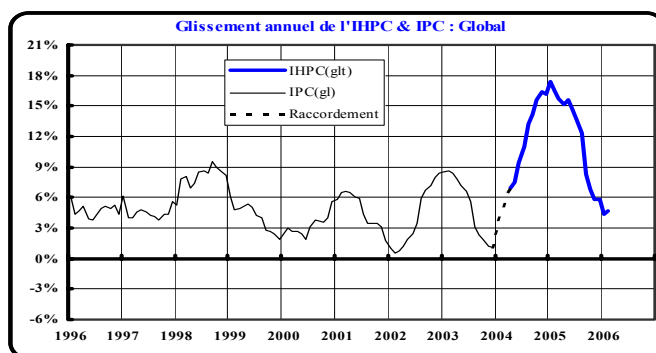
les 9 premiers mois de 2005. Résultat qui avait eu pour origine la rupture des monopoles sur la viande, entraînant un repli de 2,5% de l'indice en septembre 2005. Sur le 4^e trimestre, avec un taux de croissance moyen mensuel de l'IHPC de 0,4%, l'inflation a été de 1,2% contre -1% sur le trimestre précédent et +3,6% sur la même période de 2004.

Principale composante de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), soit 54,4% du total de la pondération, l'évolution à la hausse des prix des produits alimentaires pourrait laisser à prévoir un retour des tensions inflationnistes. En effet, sur le 4^e trimestre 2005, l'indice des produits alimentaires a progressé de 1,7% par rapport à sa valeur de septembre dernier. En décembre 2005, l'inflation en glissement annuel des produits alimentaires s'établissait à 4,5% contre 19,5% un an plus tôt.



2.4. Une inflation annuelle qui reste élevée

La bonne tenue de l'Ouguiya et la détente enregistrée sur les prix des produits alimentaires ont contribué à atténuer les tensions inflationnistes qui avaient prévalu sur l'année 2004 et le premier semestre 2005. Si en glissement annuel (entre décembre 2004 et décembre 2005), l'inflation mesurée a été de 5,8%, contre 16,2% un an plus tôt, en moyenne annuelle, le taux d'inflation de 2005 demeure encore élevé (+12,1%) et augure un retour possible des tensions inflationnistes.

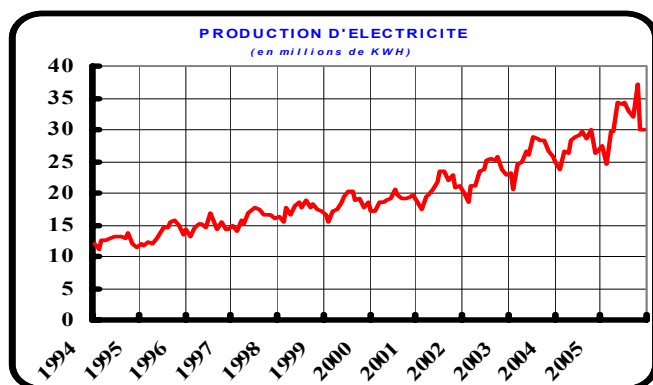


3. Une activité économique pas trop affectée

3.1. La hausse de la production nette d'électricité continue

La tendance à la hausse de la production nette d'électricité, constatée au cours du premier semestre 2005, se confirme sur le second semestre. Cette progression laisse entrevoir une augmentation de la demande en énergie des ménages et des entreprises.

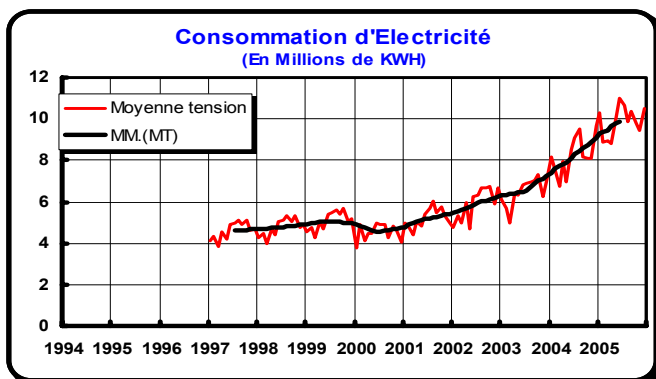
En décembre 2005, la production nette d'électricité a atteint 30,0 millions de KWH, soit une hausse en glissement annuel de 12,9%.



3.2. La consommation d'électricité également en progression

En attendant, l'établissement d'un indice de la production industrielle (IPI), la consommation d'électricité - moyenne tension - reste le principal indicateur permettant d'apprécier l'activité des industries et des petites et moyennes entreprises en Mauritanie.

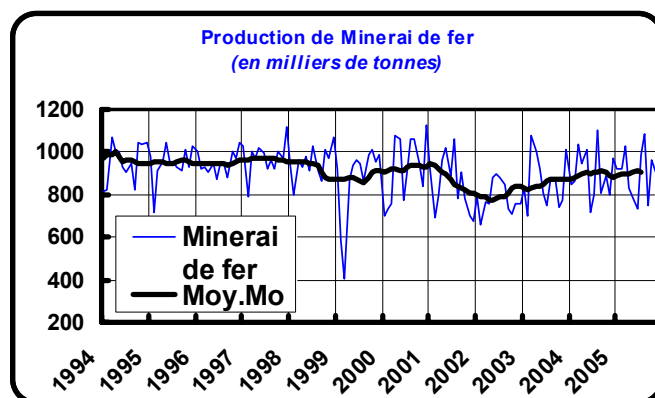
La tendance à la hausse de la consommation d'électricité -moyenne tension (hors SNIM)-, constatée au cours du premier semestre, se consolide au cours du second semestre 2005, confirmant ainsi la bonne tenue du secteur productif. Avec un niveau de consommation de près de 10,5 millions de KWH en décembre 2005, la consommation d'électricité -moyenne tension- a progressé de 8,5% en glissement annuel.



3.3. Une production du minerai de fer élevée

Après avoir enregistré une évolution moyenne à la hausse au cours des trois premiers trimestres 2005, cette tendance s'est encore confirmée sur le 4^e trimestre, laissant entrevoir une réponse plus satisfaisante à une demande plus forte en minerai de fer sur le marché international.

En décembre 2005, la production de minerai de fer s'est chiffrée à 1,07 million de tonnes, niveau le plus élevé depuis août dernier. Sur le 4^e trimestre 2005, la production de minerai de fer a atteint 2,9 millions de tonnes, correspondant à une progression de 3% par rapport au trimestre précédent et de 10% au regard de la même période de 2004.



3.4. Une croissance soutenue

En 2004, les récessions de la pêche et de l'agriculture (provoquée par l'invasion des criquets du fait de leur effet dévastateur sur la campagne agricole 2004-2005) avaient pu être compensées par l'activité soutenue des secteurs bâtiment et travaux publics, industries manufacturières et télécommunications pour maintenir la croissance à un niveau de 5,2%. En 2005, la croissance, avec un taux de 7%, a été surtout tirée par l'agriculture, la pêche et de nouveau le BTP. En effet, la campagne agricole 2005-2006 a été assez bonne, avec un niveau des récoltes très proches de la moyenne de la deuxième moitié des années 1990. Les activités de pêche, après le creux de 2004 (88 000 tonnes de poissons frais ou transformés exportées), ont progressé de 30% en 2005 pour s'établir à environ 115 000 tonnes, même si ce résultat reste très en deçà des exportations moyennes de la décennie 1990 (250 000 tonnes). Enfin, la croissance de la production, et donc des exportations de minerai de fer (+4,3%) et l'évolution exceptionnelle des cours (+80% en \$/tonne ou +75% en UM/tonne) en 2005 ont également contribué à la progression de la croissance.

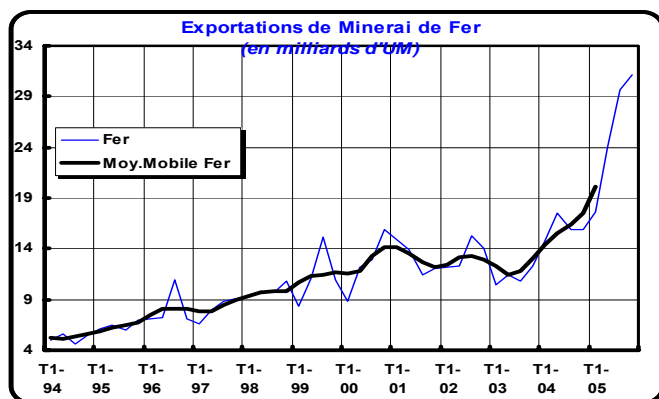
4. La détérioration de la balance commerciale ne s'est pas atténuée

4.1. Malgré la progression des exportations en valeur du fer

L'environnement international est resté favorable au secteur minier. La poussée tendancielle des exportations du minerai de fer mauritanien, observée en 2004 et qui s'est maintenue en 2005, devrait continuer à répondre de manière plus favorable à la demande du marché chinois.

Le cours du minerai de fer mauritanien a connu une nette progression sur l'année 2005. En effet, les cours du fer ont progressé de 72,6% entre janvier et décembre 2005, passant de 23,5 à 39,7 \$ E.U. la tonne.

Sur le 4^e trimestre 2005, les exportations de minerai de fer ont atteint 24 milliards d'Ouguiya contre 25,5 milliards sur le trimestre précédent. Par rapport au 4^e trimestre de 2004, la hausse en valeur a été de 51,9%, s'expliquant tant par l'accroissement du cours que par celui du volume exporté.

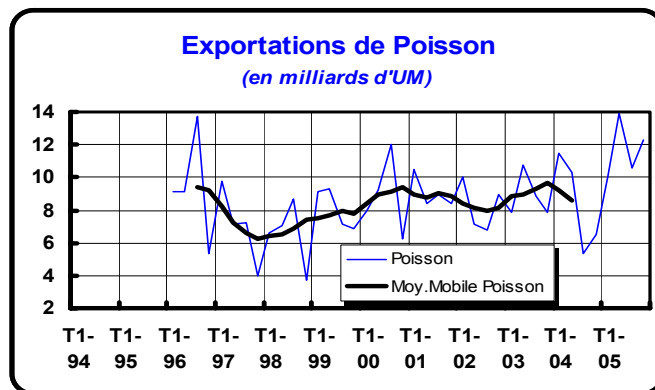


La hausse continue de la demande mondiale, l'amélioration des cours du fer et la bonne tenue de l'Ouguiya n'ont pas été suffisantes pour atténuer le déficit de la balance commerciale.

4.2 Et la reprise des exportations de poisson

La pêche, un des secteurs clés de l'économie mauritanienne, semble se remettre de ses difficultés structurelles enregistrées ces dernières années. Après une tendance baissière fortement accentuée sur les trois premiers trimestres de 2004, les exportations de poissons en valeur avaient enregistré un renversement de cap qui n'a cessé de se confirmer durant l'année 2005. Cette reprise des exportations s'expliquerait entre autres, par l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques (deux arrêts biologiques en 2005).

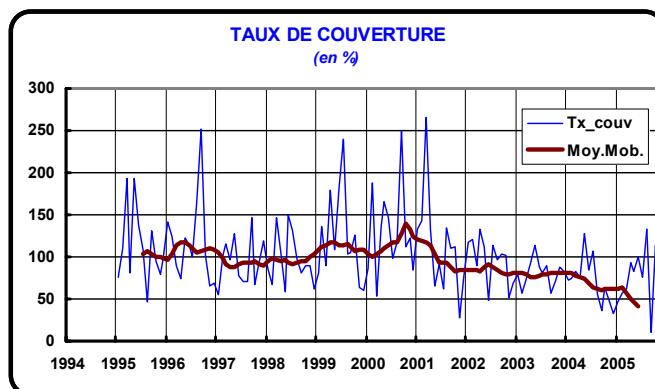
Sur le 2^e trimestre 2005, les exportations de poissons se sont chiffrées à 13,9 milliards d'Ouguiya, niveau le plus élevé depuis le 3^e trimestre 1996. Sur le 4^e trimestre 2005, ces exportations ont enregistré une hausse de 17,1% par rapport au trimestre précédent et de 89,2% au regard de la même période de 2004.



Toutefois l'envolée des exportations de poissons, conjuguée avec la conjoncture internationale relativement favorable du secteur minier, n'a pas pu contrebalancer le déficit chronique de la balance commerciale.

4.3. Le déficit commercial persiste

Le déficit commercial constaté depuis le second semestre 2001, n'a cessé de se creuser ces dernières années, enregistrant ainsi des taux de couverture bien en deçà d'une situation normale de cent pour cent. C'est ainsi qu'en décembre 2005, il atteignait 36,2 % contre 32,4% un an plus tôt.



Cette dégradation, imputable essentiellement aux importations massives depuis 2001 (découverte de l'or noir) de matériels et équipements pour l'exploration et la mise en exploitation de l'activité pétrolière, s'est accentuée avec la mise en admission temporaire de la plate forme pétrolière « FPSO Berge Hélène ».

5. Perspectives économiques

5.1. Au niveau international

La croissance mondiale, bien que moins soutenue, devrait restée forte en 2006. Pour les pays industrialisés, son rythme demeurerait stable à 2,5% en 2006, avant de s'accélérer à nouveau en 2007. La remontée des taux d'intérêt à long terme amènerait la croissance américaine à 2,6% en 2007, après un taux de 2,3% en 2006. La Réserve Fédérale interromprait son cycle de resserrement monétaire à la mi-2006, ce qui pourrait peser sur le dollar.

Dans la zone euro, l'éclaircie conjoncturelle observée depuis l'été 2005 devrait se confirmer. A coté d'un redressement des exportations, la demande intérieure se raviverait progressivement. La croissance se tasserait toutefois en 2007. Au Japon, le renforcement de la demande intérieure et l'application continue de politiques macro économiques favorables devraient permettre à la croissance de rester optimale en dépit du renchérissement du pétrole.

Dans les pays en développement, la croissance devrait se ralentir, pour atteindre 5,9% en 2006 et 5,5% en 2007. Dans les régions d'Asie de l'Est et du Sud, l'expansion devrait s'atténuer quelque peu mais rester très robuste, particulièrement en Chine et en Inde. Pour les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et subsaharienne, les importantes recettes pétrolières dégagées devraient soutenir la demande intérieure, ce qui compenserait en partie les contraintes de capacité qui viendraient limiter l'augmentation de la production.

L'essoufflement de la croissance mondiale devrait réduire les pressions exercées sur les marchés de produits de base non pétroliers. Sur les marchés pétroliers, on ne peut guère s'attendre à un relâchement sensible des prix. Bien que l'offre de pétrole brut augmente actuellement plus vite que la demande, la situation de l'offre devrait rester tendue. En outre, le prolongement de l'hiver dans de nombreux pays de l'hémisphère nord est aussi un facteur pouvant induire des envolées du prix du brut. Toutefois, le prix du brut devrait se maintenir autour de 56 \$ E.U. le baril en 2006, pour fléchir à 52 \$ E.U. le baril en 2007. Puisque l'AIE estime les stocks de l'ensemble des pays de l'OCDE au-dessus de la moyenne de ces 3 dernières années. Cependant, des flambées de prix pétroliers demeurent un élément potentiel de risque essentiel

pour les perspectives mondiales du fait, entre autre, des tensions diplomatiques persistantes entre les pays occidentaux et l'Iran, deuxième plus gros producteur de l'OPEP après l'Arabie Saoudite.

Selon l'AIE, un surcroît de la demande mondiale de l'ordre de 1,78 mbj¹, niveau supérieur aux capacités disponible de l'OPEP (1,4 mbj estimé en janvier 2006). Conjugué à la persistante hausse de la demande chinoise, ces éléments militent en faveur de prix du brut élevés et au-dessus des 50 dollars le barils en 2006.

Enfin, les déséquilibres affectant les comptes courants au plan mondial et le déficit courant américain (750 milliards \$ E.U en 2005) restent d'importants problèmes à moyen terme.

5.2 Au niveau national

5.2.1 Une économie maintenant pétrolière

La Mauritanie est devenue pays producteur de pétrole, grâce à la mise en production du champ « Chinguetti » depuis le vendredi 24 février 2006.

Rappelons que ce champ, dont les réserves sont estimées à 123 millions de barils, avait été découvert en 2001 par la société Woodside, ouvrant la voie à plusieurs autres découvertes dans les années suivantes : Banda (2002), Walata (2003), Pélican (2004) et Labeidna (2005). Les réserves de ces différents champs sont estimées à environ 510 millions de barils de pétrole et 68 milliards m³ de gaz, exploitables sur une vingtaine d'années. Même si aujourd'hui la production n'est que de 75 000 barils, bien en deçà des ténors de l'Afrique subsaharienne (Nigeria : 2 millions bj²; Angola : 870 000 bj ; Guinée Equatoriale : 360 000 ; République du Congo : 290 000 ; etc.), l'avenir demeure très prometteur.

Les retombées financières devraient être appréciables, puisque les exportations se chiffrent à 18,4 millions de barils en 2006, avec un marché pétrolier international qui resterait très favorable du fait d'une capacité excédentaire de la production mondiale très limitée. La part de cette production vendue au profit de l'Etat mauritanien conduirait à des recettes pétrolières évaluées à 47,1 milliards d'Ouguiya (sur la base d'un baril à 45 \$ E.U.).

L'extraction pétrolière devrait donner un nouveau tournant à l'économie nationale, dont le taux de

¹ : mbj : millions de barils par jour.

² Bj : Baril par jour.

croissance devrait passer à deux chiffres. En effet, après le redressement de la croissance en 2005 (+7% contre 5,2% en 2004) suite aux bonnes performances agricole, de la pêche et du minerai de fer, l'extraction du pétrole conduirait à une croissance de 18,3% en 2006.

5.2.2. Augmentent des salaires et des prix

Au début de l'année 2006, le traitement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat a augmenté de manière significative, se traduisant par un accroissement de 50% du point d'indice pour les catégories A, B et C. Les catégories D et E ayant bénéficié d'une augmentation spéciale de 7000 UM. C'est l'augmentation de salaire la plus élevée consentie par l'Etat à ses agents durant les vingt dernières années.

Du fait de la spirale salaire - prix, cette hausse ne devrait pas rester sans conséquence sur le niveau d'inflation de 2006, et en particulier sur les prix des produits alimentaires qui avaient enregistré une certaine détente en 2005 (4,5% en glissement annuel contre 19,6% un an plus tôt).

Ce réajustement des salaires de la Fonction Publique, conjugué aux hausses prévisibles des carburants à la pompe, du fait de la volatilité des prix du pétrole brut sur le marché international, devrait limiter les objectifs d'inflation (6% en glissement annuel) soutenant le budget de 2006.

5.2.3 Finances publiques

Le budget de l'année 2006 marque une rupture, tant qualitative que quantitative avec les budgets précédents : effort considérable sur les salaires des fonctionnaires (+50%), élargissement de l'assiette fiscale du fait de la simplification des impôts sur le revenu et baisse sensible des tarifs douaniers pour certains produits de base et des médicaments.

Ces mesures particulières sont de nature à accroître la croissance économique, à réduire la pauvreté et à juguler les possibles pressions inflationnistes induites par l'augmentation des salaires.

Ce budget s'équilibre en recettes et en dépenses à 208,85 milliards d'Ouguiya, hors investissements sur financements extérieurs. En y incluant ces derniers, le budget total est de 250 milliards d'UM. A noter qu'en 2006, le budget d'investissements se chiffre à 69,2 milliards d'UM, dont 26,21 milliards sur financement intérieur. La répartition sectorielle de ce budget d'investissements est : 45% aménagement du territoire, 18% secteur industriel, 13% ressources humaines, 11% développement rural, 10% projets multi-sectoriels et 2% développement institutionnel.

Enfin, ce budget est marqué par la volonté de régularisation des arriérés intérieurs, la mise à niveau des besoins de fonctionnement des différents départements sectoriels et la programmation de plusieurs grands projets de lutte contre la pauvreté et d'aménagement (projet Aftout Es Sahli d'alimentation en eau de Nouakchott, la route Kaédi-Sélibaby, la centrale électrique de Nouadhibou, etc.).